

L'ÉVÉNEMENT D'UN JOUR A L'AUTRE

Mardi 29 noven

LA CROIX 28/11

Un « racisme de crise » dénoncé au 28^e Congrès du MRAP

● Résurgence du néo-nazisme

En conclusion du 28^e Congrès du MRAP (Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix) M. Charles Palant, vice-président du Mouvement, évoquant la crise profonde que traverse la France, a déclaré que ce serait une illusion dangereuse que de faire croire que des mesures coercitives à l'égard des travailleurs étrangers et leurs familles pourraient apporter une solution aux problèmes que connaissent tous les Français.

Dénonçant un racisme plus que larvé puisqu'il s'exprime maintenant dans les actes et les décisions officielles, alimentant un climat de violence dangereux pour les libertés et la démocratie, M. Palant souhaite au contraire que la France demeure une terre d'asile et d'accueil, amie des opprimés et où l'originalité de chacun devrait participer à l'enrichissement de tous par le développement des échanges.

Le racisme en France a été longuement évoqué tout au long de ce Congrès tant il prend, comme l'a souligné M. Albert Lévy, secrétaire général du MRAP, dans son intervention liminaire, une dimension nouvelle.

Pour lui, la notion du racisme s'est modifiée. S'il existe toujours un « racisme de séquelles », comme les séquelles de l'antisémitisme médiéval s'exprimant parfois en « rumeurs », à Orléans ou à Amiens, séquelles de mille peurs obscures et lointaines quasi viscérales en-

vers ceux « qui ne sont pas comme nous », le racisme s'alimente désormais dans le présent : c'est un « racisme de crise ». Il consiste à isoler dans la population un groupe ethnique et à le désigner comme responsable de tous les maux du moment dont on veut masquer les véritables causes

M. Anicet Le Pors, sénateur socialiste et chef de la Mission interministérielle sur l'immigration, a voulu dénoncer à la tribune du MRAP cette mystification qui consiste à faire croire que les immigrés coûtent cher aux finances publiques et prennent l'emploi des Français.

On recense, chaque année, environ deux milliards d'aides directes en faveur des immigrés, mais on estime aussi à 4 milliards, soit le double, l'économie qu'ils permettent de réaliser en arrivant en France à l'âge adulte pour la plupart.

Ne revenons pas sur le problème des prestations sociales, dont il a déjà été écrit dans ce

journal qu'elles sont bien inférieures à ce qu'elles auraient été si les familles de tous les immigrés résidaient en France.

Quant à l'emploi, M. Anicet Le Pors a rappelé que si l'on diminuait de 150 000 le nombre des travailleurs immigrés on ne pourrait créer que 13 000 emplois pour les Français, en raison de la baisse de compétitivité que ces départs occasionneraient. Et, dans le temps, le déficit extérieur serait aggravé de 4 milliards de francs,

Pour sa part, Mme Costa-Lacoux, attachée de recherches au CNRS, devait dénoncer le mythe de « la criminalité » qui s'attache au phénomène de l'émigration.

Pour ne citer qu'un chiffre, en janvier-février 1976, à la prison de la Santé, 74 % de la population pénale retenue pour violence était française, contre 26 % étrangère !

Le Congrès du MRAP devait également dénoncer la montée du néo-nazisme en France avec une multiplication des attentats

signés notamment par le fameux « groupe Peiper » et visant aussi bien des organisations de déportés, de résistants, que la Ligue des droits de l'homme, ou des syndicats et des partis politiques. M^e Armand Dimet révélait, à ce propos, tous les détails de l'enquête parallèle à laquelle se livre le MRAP pour découvrir les véritables auteurs ou instigateurs de cette vague de violence.

On peut d'ailleurs s'étonner qu'après l'aveu de détails aussi précis que ceux fournis par le MRAP à la police, aucune interpellation n'ait encore eu lieu.

Il y a quelques années, le cardinal Marty écrivait que « la France était en danger de racisme ». « Aujourd'hui, déclare M. Albert Lévy, le stade du danger est dépassé. Le racisme est parmi nous. Il durcit les discriminations, il fomenté des divisions et des haines, il divise des familles, il tue des innocents. Il serait dramatique de laisser ce courant se développer encore. »

J.-P. HAUTTECŒUR

LE MRAP CONTRE LE RACISME DE CRISE

Un entretien avec Bernard Lévy, secrétaire général du MRAP

Renforcer l'action anti-raciste, dénoncer les mesures et les campagnes racistes visant les immigrés » : tel est le sens de l'appel que le MRAP (Mouvement contre le racisme et l'anti-sémitisme et pour la paix) a lancé dimanche

à l'issue de son grès national. Pendant deux jours, quelques 300 délégués, représentant 33 départements ont fait le point sur l'action de leur mouvement qui se développe dans trois directions : l'Apartheid en Afrique australe, la situation

des travailleurs immigrés en France, l'activité des groupes néo-nazis. Vingt huit ans après sa création, les congressistes représentant quelques 25000 adhérents ont constaté que leur combat est plus que jamais au cœur de l'actualité.

Nous avons retrouvé Bernard Lévy, le secrétaire général du mouvement, au troisième étage d'un vieil immeuble de la rue Saint-Denis, dans un local exigüe, saturé de bureaux et de dossiers : « nous avons constaté que le racisme est au cœur de l'actualité sociale et économique du pays. Voici deux ans, lors de notre dernier congrès, nous parlions d'un « racisme de séquelle » des restes du racisme colonial de la guerre d'Algérie. Aujourd'hui, c'est d'un racisme de crise dont il faut parler. Il s'agit de la réalité présente et devient un moyen de gouvernement. Ce racisme consiste à faire reporter ce qui va mal au plan économique, sur une catégorie sociale bien particulière, en l'occurrence, les travailleurs immigrés. A d'autres époques ce fut les juifs ».

Discrimination dans le logement, dans l'emploi, dans certains services publics, et plus récemment les déclarations et les mesures gouvernementales visant les travailleurs immigrés et leurs familles, ont en effet créé une situation qualitativement nouvelle dans la société française. Plus grave encore, les déclarations de Lionel Stoleru, le secrétaire d'Etat à l'immigration, tentent de justifier les mesures visant à mettre un terme à l'arrivée en France de la main d'œuvre étrangère par le biais d'une analyse pseudo scientifique. En fait, en établissant un rapport direct entre le chômage et l'immigration, le gouvernement encourage le racisme et l'inquiétude du monde immigré. « Présenter ces travailleurs comme responsables du chômage, du déficit de la balance commer-

ciale, voire de l'augmentation de la criminalité, est archi-faux », explique Albert Lévy. « En ce qui concerne la criminalité par exemple, Jacqueline Costa Lascoux, chargée de recherche au CNRS, a démontré que les statistiques officielles sont tendancieuses : à populations, classes d'âge et catégories sociales égales, c'est à dire, en gros les célibataires de 18 à 35 ans, les immigrés ont un taux de criminalité plus faible ».

Or Stoleru a trouvé le moyen de glisser le thème de la délinquance juvénile pour justifier l'arrêt de l'immigration des familles des travailleurs étrangers résidant en France. Chômage, coût social et délinquance, sont par conséquent, des thèmes pernicieux utilisés par le gouvernement pour justifier sa politique. Une analyse sé-

rieuse prouve en effet que les immigrés ne sont pour rien dans l'augmentation du chômage et les mesures gouvernementales loin de réduire le taux de chômage, ne feront qu'accélérer son développement : « il y a deux ans la crise existait déjà et on disait : les immigrés sont un facteur de développement. Aujourd'hui, on prétend que c'est un facteur de crise ».

Le secrétaire général du MRAP insiste d'autre part sur un aspect essentiel à ses yeux : le conseil d'Etat a déclaré, dans un premier temps, que la circulaire Stoleru était anti-constitutionnelle. Elle a été modifiée : au lieu de suspendre l'immigration des familles, le gouvernement a tourné la difficulté en interdisant aux dites familles de travailler. « Nous considérons que le deuxième décret est aussi

anti-constitutionnel que le premier, car il viole la loi du 1er janvier 1972 sur le racisme. Le conseil d'Etat n'a-t-il pas également émis un avis défavorable ? Nous voulons que l'opinion publique en soit informée ».

La conférence de Belgrade, l'arrivée en France des dissidents soviétiques, l'émotion suscitée par la situation en Afrique du sud, ont créé une situation plus favorable à la lutte pour les droits de l'homme, reconnaît le porte-parole du MRAP qui y voit pourtant un danger : « Dans cette campagne la France ne tient pas une place assez grande. Il existe un pays où on peut prendre un type au saut du lit et le renvoyer sur le champ dans son pays d'origine, c'est le nôtre ».

Pierre BENOIT

Le racisme parmi nous

Préjugés, discriminations et violences
ont été au centre des travaux du congrès national du M.R.A.P.

La résurgence du racisme et du néo-nazisme ont été les thèmes principaux du Congrès national du MRAP, qui s'est terminé dimanche soir à Paris.

Le MRAP a analysé les nouvelles dimensions que prenait actuellement le racisme.

Le massacre de Soweto et les mesures répressives en Afrique du Sud, le néo-nazisme et les attentats contre le MRAP, les dernières dispositions visant les immigrés et les réactions qu'elles ont suscitées illustrent cette évolution qui révèle, *d'une part, l'aggravation du mal et, d'autre part, la prise de conscience des dangers qu'il recèle.*

Les changements survenus, a-t-il été dit, ne se mesurent pas seulement en quantité : *« La nature même du racisme s'est modifiée. Ces dernières années, nous étions en présence d'un racisme de séquelles alors que nous sommes actuellement en face d'un racisme de crise. »*

Il consiste à isoler dans la population un groupe ethnique et à le désigner comme responsable de tous les maux du moment, dont on veut masquer les véritables causes pour détourner contre ce groupe mécontentement et colères. »

Ce sont les travailleurs immigrés qui servent de « boucs émissaires » et tout particulièrement les Arabes. Il s'agit d'exiter les passions aveugles, de fournir un exutoire aux gens qui, par millions, souffrent de la crise, recherchent ses causes et les moyens d'en sortir.

Le MRAP dénonce le fait que ce « racisme de diversion » soit entretenu et organisé par le gouvernement au travers des récentes mesures prises par M. Stoléru. Le MRAP demande l'annulation de ces mesures en raison des injustices criantes qu'elles comportent et qu'elles permettent. Il estime qu'il s'installe un système qui a de nombreux points communs avec la situation que vivent les Noirs en Afrique du Sud et parle d'un « apartheid à la française » au sujet des travailleurs immigrés en France.

Se prononçant contre les préjugés, les discriminations et les violences, le MRAP demande que soit reconnu un véritable « droit à la différence » pour les minorités quelles qu'elles soient.

Après avoir rappelé les nombreuses interventions du MRAP : consultations juridiques (plus de 1.000 cas individuels examinés depuis le début de l'année), poursuites

judiciaires contre les auteurs de délits racistes conformément à la loi du 1er juillet 1972, le mouvement dénonce les violences et les crimes racistes impunis, car non recherchés. « *Le racisme tue en France* » et là encore nous enregistrons une aggravation.

Enfin de graves menaces contre la démocratie ont été mises en évidence.

Le MRAP a dénoncé l'impunité des néo-nazis en France. L'exemple le plus frappant en est l'absence d'enquête sérieuse menée, tant sur le plan policier que judiciaire, à la suite des 9 attentats perpétrés depuis août 1976 contre le MRAP « *alors que l'on peut craindre une recrudescence des attaques d'extrême droite contre les organisations de gauche et de défense des droits de l'homme à l'approche des élections de mars 1978* ».

En conclusion, le MRAP a lancé un appel à l'opinion publique pour dénoncer « *le développement des préjugés et comportements racistes, tandis que des actes criminels se multiplient et restent scandaleusement impunis. Ainsi, s'instaure un climat d'intimidation et de violence dangereux pour les libertés de tous et pour la démocratie.* »